

23 novembre 2021

## Turquie : le portail e-Devlet

### **Avertissement**

Ce document, rédigé conformément aux [lignes directrices](#) communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine, a été élaboré par la DIDR en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière et ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra.

La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.

## Table des matières

Table des matières .....	2
1. Un portail d'accès aux services publics.....	3
1.1. Modalités d'accès .....	3
1.2. Services, informations et démarches en ligne.....	5
1.2.1. Etat civil .....	6
1.2.2. Education.....	6
1.2.3. Santé, sécurité sociale .....	6
1.2.4. Service militaire .....	7
1.2.5. Justice .....	8
1.2.6. Adhésion à un parti politique, une association ou un syndicat .....	9
1.3. Authentification externe d'un document généré en ligne .....	11
2. Risques pour la protection des données personnelles.....	11
2.1. Conservation des données de connexion .....	11
2.2. Accès à des informations en cascade .....	11
2.3. Adhésion forcée au parti au pouvoir.....	11
2.4. Fuite de données .....	13
Bibliographie .....	15

**Résumé :** *E-Devlet* est un portail gouvernemental qui permet d'accéder aux administrations publiques en ligne. Il vise à offrir aux personnes privées, entreprises et administrations publiques un accès à tous les services publics depuis un point unique. *E-Devlet* permet d'effectuer des démarches administratives en ligne et de consulter des informations personnelles relatives notamment à l'état civil, à l'éducation, à la santé, au travail, au service militaire, aux impôts, à la justice, à l'adhésion à un parti politique, une association ou un syndicat.

**Abstract :** *E-Devlet* is a government portal that provides access to public administrations online. It aims to offer private individuals, companies and public administrations access to all public services from a single point. *E-Devlet* allows to carry out administrative procedures online and to consult personal information relating to civil status, education, health, work, military service, taxes, justice, membership of a political party, an association or a trade union, etc.

**Nota :** La traduction des sources en langues étrangères est assurée par la DIDR.

## 1. Un portail d'accès aux services publics

E-Devlet est un portail d'accès aux services publics<sup>1</sup>. Il vise à offrir aux personnes privées, entreprises et administrations publiques, un accès à tous les services publics depuis un point unique<sup>2</sup>. E-Devlet permet de consulter des informations personnelles ainsi que d'effectuer des démarches administratives en ligne<sup>3</sup> ; il est accessible sur ordinateur ou sur téléphone portable via une application android ou ios<sup>4</sup>.

Depuis sa création en 2008<sup>5</sup>, le portail e-Devlet **connaît une évolution permanente avec l'ajout de nouveaux services** et un nombre croissant d'utilisateurs<sup>6</sup>.

Le nombre d'utilisateurs est passé de 2 millions à 11 millions entre 2010 et 2011 après l'ajout des services de la sécurité sociale, accessibles sur le portail depuis fin 2010. Cet afflux soudain a entraîné un engorgement momentané du système de délivrance des codes d'accès (voir 1.1.). Depuis 2015 e-Devlet connaît par ailleurs une accélération du nombre de ses utilisateurs et des services proposés<sup>7</sup>.

Selon les données de l'Institut de la statistique de Turquie (TÜİK) en 2015, 69,5% des foyers disposaient d'un accès internet et 55,9% des personnes s'en servaient, parmi lesquelles 53,2% utilisaient e-Devlet<sup>8</sup>.

Au 15 mars 2018, selon une étude de la Revue des sciences économiques et administratives de l'Université Atatürk, e-Devlet comptait 36 722 728 inscrits et donnait accès à 3 038 services proposés par 426 administrations différentes<sup>9</sup>. En juin 2021, selon l'Office de la transformation digitale de la présidence de la République, le nombre des services accessible sur E-Devlet s'élève à 5 822 pour 804 administrations, et le nombre d'utilisateurs inscrits à plus de 55 millions<sup>10</sup>. En septembre 2021, le portail compte 56 millions d'inscrits<sup>11</sup>.

En février 2018, l'ouverture d'un service d'accès aux archives généalogiques, sur plusieurs générations remontant jusqu'aux années 1800, a suscité un tel engouement que le service a été temporairement bloqué (plus de 8 millions de personnes ont fait des demandes d'arbre généalogiques en ligne soit près de 10 % de la population)<sup>12</sup>.

Selon une étude de l'entreprise de recherche sur les usages du numérique « We Are Social », publiée en 2021, en Turquie « e-Devlet » figure à la 13<sup>ème</sup> place parmi les termes les plus recherchés sur le moteur de recherche Google<sup>13</sup>.

En 2021, selon l'Institut de la statistique de Turquie (TÜİK), 92% des foyers turcs disposent d'un accès internet, 82,6% des personnes s'en servent (87,7% des hommes et 77,5% des femmes), et 58,9% des 16-74 ans utilisent e-Devlet pour accéder aux services des administrations publiques<sup>14</sup>.

### 1.1. Modalités d'accès

E-Devlet est accessible à tous les citoyens turcs de plus de 15 ans, ainsi qu'aux étrangers titulaires de la « carte bleue » et aux résidents étrangers titulaires d'un titre de séjour ou d'une autorisation de travail, auxquels le gouvernement turc a délivré un « numéro d'identité d'étranger »<sup>15</sup>.

Le « numéro d'identité d'étranger » (en turc : *Yabancı Kimlik Numarası*) à 11 chiffres et commençant par « 99 » est délivré à tous les étrangers titulaires d'un titre de séjour de plus de 6 mois. Ce numéro leur permet d'effectuer des démarches officielles<sup>16</sup> : ouverture d'un compte en banque, démarches

<sup>1</sup> Turquie, « e-Government Gateway », s.d., [url](#)

<sup>2</sup> Turquie, « e-Government Gateway », s.d., [url](#)

<sup>3</sup> OSAR, 01/02/2019, [url](#)

<sup>4</sup> Google play store, « e-Devlet Kapısı », s.d., [url](#) ; Apple Store, « e-Devlet », s.d., [url](#)

<sup>5</sup> Turksat, 18/12/2008, [url](#)

<sup>6</sup> DEMİR Oğuz, Uluslararası Politik Araştırmalar Dergisi 4/1, April 2018, pp. 1-25, [url](#) ; AKCAKAYA Murat, Yüzüncü Yıl Üniversitesi İktisadi ve İdari Bilimler Fakültesi Dergisi / 3 (May 2017): 8-31, [url](#)

<sup>7</sup> e-Devlet Türkiye, 04/03/2020, [url](#)

<sup>8</sup> Türkiye İstatistik Kurumu (TÜİK), 18/08/2015, [url](#)

<sup>9</sup> ALKAN Ömer, ÜNVER Şeyda, Atatürk Üniversitesi İktisadi ve İdari Bilimler Dergisi, 34 (4) , 1431-1453, 2020, [url](#)

<sup>10</sup> Turquie, T.C. Cumhurbaşkanlığı Dijital Dönüşüm Ofisi, « 55 Milyon e-Devlet Kapısı'nda », 11/06/2021, [url](#)

<sup>11</sup> Vergialgi.net, 16/09/2021, [url](#)

<sup>12</sup> Evrensel, 08/02/2018, [url](#) ; Sputnik, 09/02/2018, [url](#) ; Daily Sabah, 17/02/2018, [url](#) ; Sözcü, 18/02/2018, [url](#) ; The Armenian Weekly, 23/02/2018, [url](#)

<sup>13</sup> Güncel Özet, 11/04/2021, [url](#)

<sup>14</sup> Türkiye İstatistik Kurumu (TÜİK), 26/08/2021, [url](#)

<sup>15</sup> Turquie, T.C. Kültür ve turizm bakanlığı, Yurtdışı Türkler ve Akraba Topluluklar Başkanlığı, « e-Devlet », s.d., [url](#) ; Netherlands Ministry of Foreign Affairs, 03/2021, [url](#)

<sup>16</sup> Turquie, İzmir Emniyet Müdürlüğü, « Yabancılar Mahsus İşlemler », s.d., [url](#) ; Turquie, Sivas Cumhuriyet Üniversitesi Uluslararası Öğrenci Ofisi, « Kimlik Numarası », s.d., [url](#)

relatives aux titres de propriété, aux impôts, auprès d'un notaire, ouverture de droits à la sécurité sociale et à l'assurance maladie, accès à e-Devlet...<sup>17</sup>.

La « carte bleue », (en turc « *mavi kart* ») est un permis de séjour délivré aux personnes ayant renoncé à la nationalité turque sur autorisation et à leurs descendants jusqu'au troisième degré. Ce titre de séjour confère à son titulaire presque les mêmes droits et obligations qu'un citoyen turc, néanmoins le titulaire d'une carte bleue n'a pas le droit de vote ni d'être élu, ne peut pas travailler en tant que fonctionnaire, et les hommes détenteurs d'une carte bleue ne sont pas soumis à l'obligation militaire<sup>18</sup>.

Pour se connecter aux services du portail E-Devlet, un utilisateur doit disposer d'un **compte personnel**<sup>19</sup>. Pour le créer, il doit solliciter un **mot de passe e-Devlet** (en turc : *e-Devlet Şifresi*), lequel, associé à son **numéro national d'identité personnel** (en turc : *T.C. Kimlik Numarası*), lui permettra d'accéder à tous les services du portail<sup>20</sup>.

Le numéro national d'identité de la République de Turquie (en turc : *T.C. Kimlik Numarası*) est un numéro unique d'identification composé de 11 chiffres, qui permet à chaque citoyen d'effectuer toutes les démarches administratives et de consulter les données administratives le concernant (en matière d'état-civil, éducation, santé, sécurité sociale, service militaire...)<sup>21</sup>. Depuis l'an 2000, il est attribué à chaque citoyen<sup>22</sup>. Son attribution est gérée par le système d'administration centrale de l'état civil (MERNİS<sup>23</sup>), une base de données qui dépend de la Direction générale de l'état civil et de la citoyenneté du ministère de l'Intérieur<sup>24</sup>, et centralise progressivement depuis 2003 l'ensemble des informations sur les citoyens<sup>25</sup>.

D'après Aras Bozkurt, professeur à l'université Anadolu, le numéro d'identité ne contient aucune information spécifique et significative sur son détenteur telle que son genre, sa date de naissance, sa religion ou son lieu de naissance<sup>26</sup>.

Ce numéro d'identité figure sur les documents suivants : carte nationale d'identité, passeport, livret de famille, carte d'identité militaire, permis de conduire, carnet de santé, carte de presse<sup>27</sup>, autorisation de travail, carte professionnelle d'avocat, de juge ou de procureur, titre de séjour de protection temporaire<sup>28</sup>, titre de séjour<sup>29</sup>.

Le mot de passe e-Devlet peut être obtenu selon différentes modalités<sup>30</sup> :

- Les personnes doivent se rendre **dans un bureau de poste de Turquie**, munies de leur carte nationale d'identité ou de tout autre document d'identité officiel sur lequel figure leur numéro national d'identité personnel<sup>31</sup>.
- A l'étranger, le mot de passe e-Devlet peut être sollicité **auprès d'une mission diplomatique turque**.
- Les citoyens turcs peuvent également demander l'obtention d'un mot de passe e-Devlet **en ligne**, en indiquant leur numéro de compte bancaire turc et leur numéro de téléphone turc comme moyens de vérification<sup>32</sup>.

<sup>17</sup> Yesil Kart Forum, 26/06/2019, [url](#)

<sup>18</sup> Turquie, T.C. İçişleri Bakanlığı - Nüfus ve Vatandaşlık İşleri Genel Müdürlüğü, « Mavi Kart », s.d., [url](#)

<sup>19</sup> OSAR, 01/02/2019, [url](#)

<sup>20</sup> Turquie, Türkiye.gov.tr, « e-Devlet Kapısı », s.d., [url](#)

<sup>21</sup> NTV, 24/10/2000, [url](#) ; Turquie, T.C. İçişleri Bakanlığı - Nüfus ve Vatandaşlık İşleri Genel Müdürlüğü, « Merkezi Nüfus İdaresi Sistemi (MERNİS) », s.d., [url](#)

<sup>22</sup> BOZKURT Aras, In: Bilgi Toplumu ve E-Devlet. Anadolu Üniversitesi, p. 90-111, 2017, [url](#)

<sup>23</sup> En turc : *Merkezi Nüfus İdaresi Sistemi*

<sup>24</sup> Canada, Immigration and Refugee Board of Canada, 12/06/2015, [url](#)

<sup>25</sup> PINEAU Cléa, *Pôle Sud*, 2020/2 (n° 53), p. 53-68, [url](#)

<sup>26</sup> Contrairement par exemple au numéro de sécurité sociale français qui contient la plupart de ces informations (genre, année, mois et département de naissance). BOZKURT Aras, In: Bilgi Toplumu ve E-Devlet. Anadolu Üniversitesi, p. 90-111, 2017, [url](#)

<sup>27</sup> NTV, 17/03/2009, [url](#)

<sup>28</sup> En turc : « *geçici koruma* », ce titre de séjour concerne notamment les réfugiés syriens. En Turquie, les « non-Européens » ne sont pas éligibles au statut de « réfugié » (*mülteci*) car la Turquie a ratifié la Convention de Genève en limitant son application aux victimes d'événements survenus en Europe. FOUCHER Adrian, LE CHENE Elen, Migrations Société, 2019/3 (N° 177), p. 53-67, [url](#)

<sup>29</sup> Turquie, T.C. Kültür ve turizm bakanlığı, Yurtdışı Türkler ve Akraba Topluluklar Başkanlığı, « e-Devlet », s.d., [url](#)

<sup>30</sup> Turquie, Türkiye.gov.tr, « e-Devlet Kapısı », s.d., [url](#)

<sup>31</sup> Turquie, T.C. Kültür ve turizm bakanlığı, Yurtdışı Türkler ve Akraba Topluluklar Başkanlığı, « e-Devlet », s.d., [url](#)

<sup>32</sup> Netherlands Ministry of Foreign Affairs, 03/2021, [url](#)

**La demande de mot de passe doit être effectuée en personne**<sup>33</sup>. Selon les informations disponibles sur le site internet de la Poste turque (PTT), depuis le 20 juillet 2012 la démarche peut également être effectuée **par un tuteur ou mandataire légal**. Le mandataire doit présenter à la poste un document d'identité et une procuration notariée indiquant expressément qu'il est autorisé à obtenir le mot de passe e-Devlet. Le tuteur doit présenter un document d'identité ainsi que la décision de justice certifiée conforme le désignant comme tuteur, sur laquelle il n'est pas nécessaire que soit expressément mentionnée l'autorisation d'obtenir le code e-Devlet<sup>34</sup>.

Le Code Civil turc prévoit qu'une personne peut être mise sous tutelle pour différentes raisons : problèmes de santé mentale, d'alcoolisme, de toxicomanie ou de mauvaise gestion. Selon l'article 407 du Code Civil turc, tout prisonnier condamné à une peine supérieure à un an est également tenu de désigner un tuteur (en turc : *vas*) pour gérer ses affaires courantes et exercer certains de ses droits<sup>35</sup>.

**L'obtention d'un mot de passe e-Devlet est payante**. En 2010, selon le journal *Hürriyet*, ce service s'élève à 1 livre turque, et à 10 livres en cas d'oubli ou de perte<sup>36</sup>. En 2021, selon les informations disponibles sur le portail e-Devlet, le mot de passe coûte 2 livres turques (4 livres turques en cas de seconde demande)<sup>37</sup>. La même année toutefois, l'Office de la transformation digitale de la présidence de la République annonce la mise en place d'un service gratuit de distribution de mot de passe pour les citoyens âgés de 65 ans et plus ne disposant pas encore de compte<sup>38</sup>.

En 2012 selon le média *Gazete Port*, de nombreux utilisateurs se plaignent de problèmes concernant les codes d'accès e-Devlet : code qui ne fonctionne pas, code désactivé après une période sans se connecter, compte bloqué, site internet du portail e-Devlet qui ne fonctionne pas. A chaque fois, les personnes sont alors contraintes de se rendre à la poste et de payer la somme de 10 livres turques pour obtenir un nouveau code. Le média évoque des allégations selon lesquelles l'Etat tirerait profit de ces dysfonctionnements<sup>39</sup>.

**En cas de perte ou d'oubli** : depuis 2014, selon le journal *Önce Vatan*, il est possible d'obtenir gratuitement un nouveau code d'accès à partir du portail, à la condition d'y avoir préalablement indiqué un moyen de récupération<sup>40</sup>. En mars 2021, un rapport du ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas indique que « si le numéro de téléphone et/ou l'adresse électronique du titulaire sont connus dans le système e-Devlet, le titulaire peut renouveler son mot de passe en utilisant l'option « mot de passe et paramètres de sécurité » sur son téléphone mobile. Il convient d'ajouter que cette option ne s'applique qu'aux citoyens turcs et aux titulaires d'une carte bleue. Les étrangers possédant un numéro d'étranger turc, qui se trouvent hors de Turquie, doivent s'adresser à l'ambassade ou au consulat de Turquie »<sup>41</sup>.

En 2021, selon les informations disponibles sur le portail e-Devlet, **le mot de passe peut être envoyé par courrier postal aux citoyens âgés de 65 ans** et plus qui n'ont pas encore de compte e-Devlet<sup>42</sup>.

## 1.2. Services, informations et démarches en ligne

Selon les informations contenues sur le portail e-Devlet, les différents services des administrations publiques qui y sont disponibles concernent la justice, l'éducation, le travail, la sécurité sociale et les assurances, la circulation routière et le transport, l'environnement, l'agriculture et l'élevage, des informations générales et personnelles, les impôts, taxes et amendes, la sécurité, la santé et les télécommunications<sup>43</sup>. E-Devlet permet aussi d'accéder aux services en ligne des universités<sup>44</sup>, des municipalités<sup>45</sup> et des entreprises qui assurent des missions d'intérêt général et de service public, qu'elles soient privées ou publiques : autoroutes, télécommunications (télévision, téléphone, internet, poste), gaz et électricité, eau et canalisations<sup>46</sup>.

<sup>33</sup> Turquie, T.C. Kültür ve turizm bakanlığı, Yurtdışı Türkler ve Akraba Topluluklar Başkanlığı, « e-Devlet », s.d., [url](#)

<sup>34</sup> Turquie, PTT, « E-Devlet Kapısı », s.d., [url](#)

<sup>35</sup> Mevzuat, « Türk Medeni Kanunu », 22/11/2001, [url](#)

<sup>36</sup> *Hürriyet*, 29/11/2010, [url](#)

<sup>37</sup> Turquie, « e-Devlet Şifresi », s.d., [url](#)

<sup>38</sup> Anadolu Ajansı, 10/04/2021, [url](#)

<sup>39</sup> *Gazete Port*, 01/02/2012, [url](#)

<sup>40</sup> *Önce Vatan Gazetesi*, 19/12/2014, [url](#)

<sup>41</sup> Netherlands Ministry of Foreign Affairs, 03/2021, [url](#)

<sup>42</sup> Turquie, « e-Devlet Şifresi », s.d., [url](#)

<sup>43</sup> Turquie, Türkiye.gov.tr, « Resmî Kurumların Sunduğu e-Hizmetler », s.d., [url](#)

<sup>44</sup> Turquie, Türkiye.gov.tr, « Üniversiteler », s.d., [url](#)

<sup>45</sup> Turquie, Türkiye.gov.tr, « Belediyeler », s.d., [url](#)

<sup>46</sup> Turquie, Türkiye.gov.tr, « Firmalar », s.d., [url](#)

Les services et démarches les plus plébiscités par les utilisateurs sont : consultation de l'arbre généalogique, relevé de prestations de la sécurité sociale, extrait de casier judiciaire, attestation d'adresse, attestation d'affiliation à la sécurité sociale, consultation du montant des impôts, des amendes routières, des informations concernant un titre de propriété, un certificat de scolarité, consultation de la situation militaire, des dossiers judiciaires en cours, des remboursements de bourses étudiantes, résultats des demandes de bourses, candidatures d'enseignant contractuel, informations personnelles sur la santé, prévisions météorologiques, consultation des lignes de téléphone mobile, des droits à la retraite, des droits au chômage, inscription à l'université et aux logements étudiants, résiliation de contrat de gaz, électricité, internet et eau, déclaration de changement d'adresse, déclaration de naissance<sup>47</sup>.

Les démarches décrites et énumérées ci-dessous sont données à titre indicatif et ne sont pas exhaustives.

### 1.2.1. Etat civil

Le portail E-Devlet permet de réaliser en ligne des démarches relatives à l'état civil : déclaration de changement d'adresse, demande de carte d'identité, demande d'enregistrement de naissance, déclaration de naissance, demandes de changement de nom/prénom sur décision du Conseil administratif provincial ou de district, pré-enregistrement d'une demande de perte ou d'acquisition de la nationalité, demande de rendez-vous pour toute autre démarche d'état-civil, demande de changement de nom de famille pour les femmes divorcées ou veuves, demande de changement de la mention de la religion sur la carte d'identité, demande d'acte de naissance ou de registre de famille, demande de rendez-vous pour établir un passeport ou un permis de conduire, demande d'arbre généalogique<sup>48</sup>.

### 1.2.2. Education

Plusieurs démarches relatives à l'enseignement et à l'éducation peuvent être réalisées sur e-Devlet.

Le portail permet de trouver l'école de son secteur pour une inscription à l'école primaire, de demander un changement d'école, d'interroger et obtenir un justificatif concernant la situation d'un élève inscrit en enseignement à distance au collège ou lycée, d'obtenir un justificatif de diplôme d'enseignement à distance au lycée, d'obtenir un certificat de diplôme de lycée, d'accéder au système d'information aux parents et à la base de données élèves du ministère de l'Education nationale, de consulter les lieux d'examen, les résultats d'examens, d'obtenir un certificat de scolarité<sup>49</sup>.

E-Devlet permet également de s'inscrire à l'université, d'obtenir un certificat de scolarité universitaire, de consulter des notes d'examens et relevés de notes, d'effectuer une demande de bourse, de crédit d'études et de logement universitaire, de candidater au programme d'échanges universitaire Erasmus, etc.<sup>50</sup>.

Par le biais du portail, les enseignants contractuels peuvent également candidater en ligne à un poste, obtenir des résultats d'examens, consulter leur classement ou exprimer des vœux en matière d'affectation<sup>51</sup>.

Les résultats d'examens, de concours, de formation professionnelle sont aussi disponibles sur le portail<sup>52</sup>.

### 1.2.3. Santé, sécurité sociale

Le portail e-Devlet permet d'effectuer des démarches et d'accéder à de nombreuses informations relatives à la santé, aux aides sociales, à la sécurité sociale et aux assurances.

En matière de santé, e-Devlet permet d'effectuer les démarches relatives à l'assurance maladie<sup>53</sup>, d'obtenir des informations sur le médecin traitant déterminé par le ministère de la Santé, de changer de médecin traitant, de consulter des rapports d'examens pour les enfants aux besoins spécifiques, d'accéder au compte-rendu d'accouchement, de consulter et obtenir un rapport d'évaluation du

<sup>47</sup> Önce Vatan Gazetesi, 19/12/2014, [url](#) ; Milliyet, 17/01/2020, [url](#) ; Sözcü, 21/06/2021, [url](#)

<sup>48</sup> Turquie, Türkiye.gov.tr, « Nüfus ve Vatandaşlık İşleri Genel Müdürlüğü », s.d., [url](#)

<sup>49</sup> Turquie, Türkiye.gov.tr, « Eğitim », s.d., [url](#)

<sup>50</sup> Turquie, Türkiye.gov.tr, « Eğitim », s.d., [url](#)

<sup>51</sup> Turquie, Türkiye.gov.tr, « Eğitim », s.d., [url](#)

<sup>52</sup> Turquie, Türkiye.gov.tr, « Eğitim », s.d., [url](#)

<sup>53</sup> Turquie, Türkiye.gov.tr, « Sosyal Güvenlik ve Sigorta », s.d., [url](#)

handicap pour les adultes, un certificat médical d'aptitude au sport, le rapport médical de l'armée, les rapports médicaux pour les marins, d'accéder à la liste et à l'historique des traitements médicamenteux prescrits et aux ordonnances, de consulter les arrêts maladie, de consulter le carnet de vaccination pour les enfants en âge scolaire, d'accéder à la base de données des transferts et dons d'organes, d'accéder aux examens médicaux et rendez-vous, aux compte-rendu de rendez-vous médicaux<sup>54</sup> et de traitements (hôpitaux visités, type d'examen réalisés, médicaments prescrits)<sup>55</sup>.

Le portail e-Devlet permet d'accéder en ligne à des services du ministère de la Famille et des services sociaux, comme les demande d'aides sociales, d'aides et de prise en charge pour les personnes handicapées, les demandes de consultation en matière familiale, les premières demandes d'entretien pour devenir famille d'accueil, les service d'adoption, les demandes d'admission en maison de retraite, etc.<sup>56</sup>.

En matière de sécurité sociale et d'assurances, e-Devlet permet d'effectuer des démarches relatives à son affiliation, la consultation des droits, des cotisations, des versements, des dettes, des indemnités maladie de la sécurité sociale, de s'enregistrer et faire des démarches auprès de la sécurité sociale, des démarches relatives à la retraite, de consulter des assurances (automobile, moto, habitation, vie, professionnelle) souscrites par une personne physique ou morale, etc.<sup>57</sup>.

#### 1.2.4. Service militaire

E-Devlet permet d'effectuer différentes démarches relatives à l'obligation militaire. Depuis 2014, le portail permet de connaître par avance son lieu d'affectation<sup>58</sup> et d'obtenir son document d'affectation sans se rendre au bureau de recrutement militaire<sup>59</sup>. Depuis 2015, le portail permet également de consulter sa situation personnelle au regard des obligations militaires<sup>60</sup> et d'obtenir une attestation de situation militaire, y compris pour les personnes n'ayant pas encore effectué leur service militaire<sup>61</sup>.

Lorsqu'une personne est en âge de faire son service militaire mais que sa période de report est expirée ou qu'il s'agit d'un insoumis, la consultation de la situation militaire sur e-Devlet<sup>62</sup> indique : « vous devez vous adresser au bureau de recrutement militaire le plus proche » (en turc : « *En yakın askerlik şubesine müracaat etmeniz gerekir* »)<sup>63</sup>.

Depuis 2018, il est possible de répondre à l'appel au service militaire (en turc : *yoklama*) ainsi qu'à la visite médicale obligatoire en remplissant un formulaire en ligne sur e-Devlet et en téléchargeant sur le portail le compte-rendu de la visite médicale effectuée par le médecin traitant<sup>64</sup>.

Le portail e-Devlet procède régulièrement à l'envoi automatique groupé de SMS à l'attention des insoumis, à savoir les hommes en âge d'être appelés qui ne bénéficient pas de report et qui n'ont pas procédé à leur enregistrement au service militaire et à la visite médicale<sup>65</sup> (en turc : *yoklama kaçağı*), et les personnes qui ont répondu à l'appel militaire (en turc : *yoklama*) et passé la visite médicale mais ne se sont pas présentées sur leur lieu d'affectation à la date prévue (en turc : *bakaya*). Plusieurs publications sur des forums font état de tels messages reçus le 10 mars 2020<sup>66</sup>. Selon le journal *Hürriyet*, le 1<sup>er</sup> février 2021, de nombreux insoumis (en turc : *yoklama kaçağı*) ont reçu sur la messagerie de leur compte e-Devlet ou par SMS le message suivant : « Vous êtes recherchés en tant qu'insoumis » (en turc : « *Yoklama kaçağı olarak aranmaktasınız* »), suivi d'un message les invitant à s'enregistrer au plus vite pour le service militaire sur le portail e-Devlet<sup>67</sup>.

<sup>54</sup> Turquie, Türkiye.gov.tr, « Sağlık », s.d., [url](#)

<sup>55</sup> Turquie, Türkiye.gov.tr, « Sosyal Güvenlik ve Sigorta », s.d., [url](#)

<sup>56</sup> Turquie, Türkiye.gov.tr, « Aile ve Sosyal Hizmetler Bakanlığı », s.d., [url](#)

<sup>57</sup> Turquie, Türkiye.gov.tr, « Sosyal Güvenlik ve Sigorta », s.d., [url](#)

<sup>58</sup> Hürriyet, 24/10/2014, [url](#)

<sup>59</sup> Milliyet, 10/04/2014, [url](#)

<sup>60</sup> Turquie, Türkiye.gov.tr, « Askerlik Durum Belgesi Sorgulama », s.d., [url](#)

<sup>61</sup> Turquie, Türkiye.gov.tr, « Askerlik Durum Belgesi Sorgulama », s.d., [url](#) ; Hürriyet, 18/12/2015, [url](#)

<sup>62</sup> Sur la situation des insoumis, réfractaires et objecteurs de conscience voir : DIDR, Ofpra, 17/04/2020, [url](#)

<sup>63</sup> Birey.net, 18/03/2021, [url](#)

<sup>64</sup> Gazete Duvar, 01/05/2018, [url](#)

<sup>65</sup> Hürriyet, 01/02/2021, [url](#)

<sup>66</sup> R10.net, 10/03/2020, [url](#) ; DH Forum, 10/03/2020, [url](#) ; Memurlar.net, 10/03/2020, [url](#)

<sup>67</sup> Hürriyet, 01/02/2021, [url](#)

### 1.2.5. Justice

Le portail e-Devlet permet d'accéder à des services et d'effectuer des démarches auprès du ministère de la Justice, comme l'obtention d'un extrait de casier judiciaire, la consultation des informations concernant un procès en cours, l'introduction d'une requête individuelle devant la cour Constitutionnelle et la consultation des dossiers pendants à la cour de Cassation<sup>68</sup>.

Depuis 2015, il est possible d'obtenir un extrait de casier judiciaire<sup>69</sup> directement sur e-Devlet<sup>70</sup>. Depuis 2016, ces extraits sont disponibles en huit langues (français, anglais, allemand, italien, espagnol, néerlandais, danois et portugais)<sup>71</sup>. Ne figurent sur le casier judiciaire que les peines confirmées ; dans le cas d'une procédure est en cours, (en appel ou en cassation), les informations ne sont pas visibles<sup>72</sup>.

Via son compte e-Devlet, une personne peut également accéder au portail UYAP (système national d'information du réseau judiciaire national<sup>73</sup>) afin d'obtenir des informations plus détaillées sur les procédures judiciaires. Selon plusieurs sources, UYAP est un « système informatique judiciaire national » du ministère de la Justice turc créée en 2004, qui autorise plusieurs activités juridiques en ligne telles que l'échange de documents et d'informations entre le pouvoir judiciaire et les autorités policières. L'UYAP est un réseau central qui intègre tous les tribunaux<sup>74</sup>, les ministères publics, les prisons et d'autres institutions de justice, ainsi que d'autres administrations publiques<sup>75</sup>. Il permet d'avoir accès aux documents suivants : casier judiciaire, extrait d'acte d'état civil, certificat d'adresse, certificat de permis de conduire, documents et contenu des dossiers judiciaires, registre foncier et cadastral<sup>76</sup>.

Selon la Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada en 2018, les avocats et les citoyens peuvent consulter tous leurs dossiers, déposer leurs frais de dossier, soumettre tout document ou réclamation et déposer un dossier auprès de n'importe quel tribunal de Turquie via UYAP. Ils peuvent y accéder et y examiner les informations concernant leur affaire et prendre connaissance des dates d'audience sans se rendre au tribunal<sup>77</sup>.

Un avocat peut accéder à toute décision de justice liée à une affaire sur laquelle il travaille, indépendamment du fait qu'elle concerne ou pas son client, car tous les documents judiciaires liés à une affaire sont téléchargés sur la même interface<sup>78</sup>. Dans les affaires relevant du droit pénal, les avocats et les citoyens peuvent consulter leurs dossiers sur la plate-forme et y déposer des documents<sup>79</sup>. Cependant, **les parties à un procès et leurs avocats ne peuvent pas accéder aux « documents ou informations protégés »** relatifs à leur affaire, mais seulement aux documents auxquels ils sont autorisés à accéder<sup>80</sup>. **Dans les procédures liées au terrorisme notamment, l'accès aux documents est sévèrement restreint pour les avocats comme pour les personnes concernées**<sup>81</sup>. Selon un rapport du Conseil de l'Europe en 2017, tous les tribunaux ne téléchargent pas régulièrement tous les documents relatifs à une affaire sur UYAP<sup>82</sup>. Dans le cas d'accusations de terrorisme, les tribunaux compétents sont les Hautes Cours pénales ou Cours d'assises<sup>83</sup>.

**L'accès à un mandat d'arrêt** dans l'UYAP dépend de la phase des poursuites. Si un ordre de confidentialité est donné par le procureur pendant la phase d'enquête, les parties à l'affaire et leurs avocats ne peuvent pas accéder au mandat d'arrêt. Cependant, il est parfois possible pour les avocats de vérifier s'il existe un mandat d'arrêt pour une personne spécifique en interrogeant les greffiers sur les nouveaux documents téléchargés dans l'UYAP pendant la phase d'enquête d'une affaire<sup>84</sup>.

<sup>68</sup> Turquie, Türkiye.gov.tr, « Adalet hizmetleri », s.d., [url](#)

<sup>69</sup> En turc : *sabıka kaydı* ou *adli sicil kaydı*

<sup>70</sup> Mynet, 19/06/2015, [url](#)

<sup>71</sup> Haberler, 22/07/2021, [url](#)

<sup>72</sup> Canpolat Hukuk Bürosu, 08/02/2021, [url](#) ; Baran Doğan Hukuk Bürosu, s.d., [url](#)

<sup>73</sup> En turc : *Ulusal Yargı Ağı Bilişim Sistemi*

<sup>74</sup> Les tribunaux militaires ne sont pas inclus dans UYAP.

<sup>75</sup> OSAR, 01/02/2019, [url](#) ; Council of Europe, Juillet 2017, [url](#)

<sup>76</sup> Yeni Akit, 22/08/2020, [url](#)

<sup>77</sup> Immigration and Refugee Board of Canada, 10/12/2018, [url](#)

<sup>78</sup> Immigration and Refugee Board of Canada, 10/12/2018, [url](#)

<sup>79</sup> OSAR, 08/04/2021, [url](#) ; OSAR, 11/05/2021, [url](#)

<sup>80</sup> Immigration and Refugee Board of Canada, 10/12/2018, [url](#)

<sup>81</sup> OSAR, 08/04/2021, [url](#) ; OSAR, 11/05/2021, [url](#)

<sup>82</sup> Council of Europe, Juillet 2017, [url](#)

<sup>83</sup> Immigration and Refugee Board of Canada, 10/12/2018, [url](#)

<sup>84</sup> Immigration and Refugee Board of Canada, 10/12/2018, [url](#)

UYAP permet de générer les documents relatifs à des procédures (actes d'accusation, décisions, procès-verbal d'audience)<sup>85</sup>. Selon la Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada en 2018, **tous les documents, processus et fichiers sont normalisés**. Les documents judiciaires sont générés à partir d'un modèle, sans que le personnel n'ait à les rédiger un par un, et les données sont ajoutées automatiquement dans les documents, tels que les instructions, les actes d'accusation, les procès-verbaux d'audience et les décisions. L'apparence de chaque document ne varie pas en fonction de la région, du commissariat ou de la cour de justice. **En bas de chaque page, il y a une indication que le document est un document UYAP, ainsi que les codes applicables au document. A la fin du document, on trouve les identifiants judiciaires et la signature électronique des juges** impliqués dans l'affaire<sup>86</sup>.

L'examen de documents judiciaires disponibles sur plusieurs sites internet, relatifs notamment à des procès intentés contre des journalistes, montre que les documents générés ou partagés en version numérique sur UYAP sont authentifiés par un code composé de chiffres et de lettres et/ou un QR code et une signature électronique des magistrats<sup>87</sup>.

Selon le site web du service SMS de l'UYAP, cité par la Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada en 2018, le système d'information SMS envoie des notifications sous forme de message texte aux citoyens et aux avocats liés à leurs affaires, par exemple concernant « les affaires en cours, les dates des audiences du tribunal, le [dernier] changement dans l'affaire et les poursuites ou le département [sic] réclamations contre eux »<sup>88</sup>. Selon le site internet de l'UYAP un citoyen peut demander à recevoir par SMS des informations concernant une affaire dont il est partie, en indiquant son numéro national d'identité et l'information demandée. Les informations peuvent concerner la date d'audience, les autres parties dans l'affaire, les avocats, les derniers documents versés au dossier, les décisions rendues, la levée ou non d'un mandat d'arrêt, si une personne a été libérée ou non, les informations sur le contrôle judiciaire et si l'avocat s'est rendu aux audiences<sup>89</sup>.

Selon le site internet du service de SMS de UYAP, le coût est de 1,50 livre turque par envoi d'alerte ou de demande d'information<sup>90</sup>. Lorsqu'une personne est abonnée aux alertes concernant une affaire dans laquelle elle est partie, elle recevra toutes les alertes concernant les actes dans ce dossier, y compris celles concernant les autres parties de l'affaire<sup>91</sup>. Un SMS d'alerte se présente sous la forme : « Le dossier n° 2008/345 de la première chambre du tribunal civil de grande instance d'Ankara a été transféré en appel le 14/4/2008 »<sup>92</sup>. Il est également possible d'interroger l'adhésion à un parti politique (voir 1.2.6.) à travers l'envoi d'un SMS<sup>93</sup>.

### 1.2.6. Adhésion à un parti politique, une association ou un syndicat

Le portail e-Devlet permet de vérifier une adhésion à un parti politique<sup>94</sup>, un syndicat de travailleurs du secteur privé<sup>95</sup> ou une association<sup>96</sup>, de solliciter une attestation d'adhésion, d'adhérer en ligne à un syndicat de travailleurs et d'annuler l'adhésion à un syndicat de travailleurs, un parti ou une association (voir infra).

**Depuis 2013, l'adhésion à un syndicat de travailleurs du secteur privé<sup>97</sup> s'effectue directement sur e-Devlet**, sans passer par un notaire. La demande d'adhésion syndicale, effectuée par le travailleur via le portail e-Devlet, est directement et simultanément notifiée au ministère du Travail et de la Sécurité sociale et au syndicat. Les cotisations d'adhésion et de solidarité sont déduites du salaire de l'employé

<sup>85</sup> Adalet.gen.tr, 02/01/2020, [url](#)

<sup>86</sup> Immigration and Refugee Board of Canada, 10/12/2018, [url](#)

<sup>87</sup> Press In arrest, « Trial », s.d., [url](#) ; Gaziantep Barosu, 23/12/2020, [url](#) ; Expression Interrupted!, « Documents », s.d., [url](#) ; Expression Interrupted!, « Rawin Sterk Indictment », 24/07/2020, [url](#) ; Expression Interrupted!, « Büyükada davası istinaf gerekçeli karar », 26/11/2020, [url](#) ; Expression Interrupted!, « Özgür Gündem main trial reasoned judgment », 15/02/2020, [url](#)

<sup>88</sup> Immigration and Refugee Board of Canada, 10/12/2018, [url](#)

<sup>89</sup> Turquie, UYAP SMS Bilgi Sistemi, « UYAP SMS içerikleri », s.d., [url](#)

<sup>90</sup> Turquie, UYAP SMS Bilgi Sistemi, « Vatandaş UYAP SMS Bilgi Sistemi », s.d., [url](#)

<sup>91</sup> Turquie, UYAP SMS Bilgi Sistemi, s.d., [url](#)

<sup>92</sup> Turquie, UYAP SMS Bilgi Sistemi, « Vatandaş UYAP SMS Bilgi Sistemi », s.d., [url](#)

<sup>93</sup> Turquie, UYAP SMS Bilgi Sistemi, « Siyasi Parti Üyeliği Sorgulama », s.d., [url](#)

<sup>94</sup> Turquie, Türkiye.gov.tr, « Yargıtay Başkanlığı. Siyasi Parti Üyeliği Belgesi Sorgulama », s.d., [url](#)

<sup>95</sup> Turquie, Türkiye.gov.tr, « Çalışma ve Sosyal Güvenlik Bakanlığı. İşçi Sendikaları Üyelik Doğrulama », s.d., [url](#)

<sup>96</sup> Turquie, Türkiye.gov.tr, « İçişleri Bakanlığı. Dernek Üyeliği Sorgulama ve Sonlandırma », s.d., [url](#)

<sup>97</sup> Selon l'article 14 de la loi sur les syndicats de fonctionnaires et les conventions collectives, l'adhésion syndicale des fonctionnaires s'effectue sur un formulaire papier directement auprès du syndicat. Mevzuat, « Kamu Görevlileri Sendikaları ve Toplu Sözleşme Kanunu », 25/06/2001, [url](#)

et versées au syndicat concerné, sur demande écrite du syndicat à l'employeur<sup>98</sup>. **L'annulation d'une adhésion s'effectue également sur e-Devlet**<sup>99</sup>. En septembre 2021, **les fonctionnaires sont toujours exclus de la possibilité d'adhérer à un syndicat et d'annuler une adhésion directement sur e-Devlet**. Pour adhérer à un syndicat ils doivent remplir un formulaire papier, de même pour annuler une adhésion<sup>100</sup>.

Plusieurs chercheurs et dirigeants syndicaux, interrogés par le journal en ligne *Journo* en 2017, indiquent que le passage au système d'adhésion sur e-Devlet a eu un léger impact positif sur le taux de syndicalisation dans le secteur privé, qui a augmenté après 2012<sup>101</sup>. Cependant, ces nouvelles adhésions concernent avant tout les syndicats peu revendicatifs et proches du pouvoir<sup>102</sup>.

En 2013, le journal *Evrensel* s'inquiète des risques de ce système pour les travailleurs, qui ne pourront se syndiquer que dans les syndicats de la branche d'activité déclarée par les employeurs à la sécurité sociale ; les employeurs pourront empêcher les travailleurs de se syndiquer en déclarant à la sécurité sociale une branche d'activité différente ; les 3 millions 739 000 travailleurs qui sont employés de manière informelle dans le secteur privé en Turquie ne pourront ainsi plus être membres d'un syndicat car ils ne sont pas déclarés à la sécurité sociale ; de même les travailleurs sous-traitants, employés de manière frauduleuse, ne pourront pas adhérer aux syndicats de la branche de l'employeur donneur d'ordre ni lutter pour leurs droits syndicaux ; en outre, les employeurs pourront collecter les mots de passe des comptes e-Devlet des travailleurs pour vérifier s'ils sont membres d'un syndicat et les contraindre à annuler leur adhésion<sup>103</sup>.

Plusieurs articles de presse ainsi qu'un rapport de la Confédération des syndicats révolutionnaires de Turquie (DISK<sup>104</sup>) signalent des **violations occasionnelles des droits syndicaux en lien avec e-Devlet**, certains employeurs obtenant le mot de passe e-Devlet de leurs employés et les contraignent à annuler leur adhésion à un syndicat ou à adhérer au syndicat de leur choix<sup>105</sup>. En 2013, selon le quotidien de gauche *Evrensel*, **des employeurs ont exigé les mots de passe e-Devlet d'ouvriers lors de leur embauche**, suscitant chez ces derniers la crainte d'adhérer à un syndicat<sup>106</sup>. En 2014, selon un article du journal *SOL* repris par un syndicat, les ouvriers de l'usine d'automobile Laspar à Bursa, qui s'étaient syndiqués dans un syndicat d'opposition, sont emmenés par leur employeur en bus à la poste pour y demander des codes e-Devlet qu'ils sont contraints de remettre aux contremaîtres. Ces derniers se connectent aux comptes e-Devlet des ouvriers, changent leurs mots de passe e-Devlet sans les en informer et **modifient leur adhésion syndicale au profit d'un syndicat proche du pouvoir, menaçant les ouvriers de licenciement s'ils changent de syndicat**<sup>107</sup>. La même année, le journal *Bianet* relate que 26 ouvriers travaillant dans les usines de fabrication de produits laitiers Süttaş, situées à Aksaray et Bursa, **sont licenciés car ils se sont syndiqués et ont refusé de donner leur code e-Devlet à leur employeur**. Celui-ci a prétexté des problèmes de performances<sup>108</sup>. En 2019, selon le journal *Bianet*, des ouvriers travaillant dans une usine de textile à Izmir **sont licenciés après s'être syndiqués et avoir refusé de donner leurs mots de passe e-Devlet à leur employeur**<sup>109</sup>. En 2021, selon le journal *Cumhuriyet*, **l'employeur d'ouvriers travaillant dans une usine de textile à Adıyaman prend par la force leur mot de passe e-Devlet pour annuler leur adhésion au syndicat**, et les menace de licenciement en cas de nouvelle adhésion à un syndicat<sup>110</sup>.

Il n'est pas possible d'adhérer à un parti politique sur e-Devlet. Pour adhérer à un parti politique il faut se rendre personnellement à la section du parti du district ou de la province de son lieu d'habitation<sup>111</sup>. Certains partis possèdent sur leur site internet un système de pré-adhésion en ligne, mais l'adhésion n'est complète qu'après validation par la section de district ou de province<sup>112</sup>.

<sup>98</sup> Evrensel, 09/07/2013, [url](#) ; Mevzuat, « 6356 Sayılı Sendikalar ve Toplu İş Sözleşmesi Kanunu », 18/10/2012, [url](#)

<sup>99</sup> Turquie, Türkiye.gov.tr, « Çalışma ve Sosyal Güvenlik Bakanlığı. İşçi Sendikaları Üyelik İşlemleri », s.d., [url](#)

<sup>100</sup> Kamu Ajansı, 10/09/2021, [url](#)

<sup>101</sup> Journo, 11/01/2017, [url](#)

<sup>102</sup> Evrensel, 12/03/2019, [url](#)

<sup>103</sup> Evrensel, 09/07/2013, [url](#)

<sup>104</sup> En turc : Türkiye Devrimci İşçi Sendikaları Konfederasyonu

<sup>105</sup> DISK-AR, 08/04/2020, [url](#)

<sup>106</sup> Evrensel, 18/11/2013, [url](#)

<sup>107</sup> DISK Tekstil, 14/02/2014, [url](#)

<sup>108</sup> Bianet, 13/05/2014, [url](#)

<sup>109</sup> Bianet, 14/09/2019, [url](#)

<sup>110</sup> Cumhuriyet, 25/03/2021, [url](#)

<sup>111</sup> Halkların Demokratik Partisi, s.d., [url](#) ; Tercihini Yap, s.d., [url](#)

<sup>112</sup> Adalet ve Kalkınma Partisi (AKP), s.d., [url](#) ; Cumhuriyet Halk Partisi (CHP), s.d., [url](#) ; Milliyetçi Hareket Partisi (MHP), s.d., [url](#) ; İYİ Parti, s.d., [url](#)

Depuis 2019, suite à des controverses concernant des cas d'adhésions frauduleuses<sup>113</sup> (voir 2.3.), il est possible **d'annuler son adhésion à un parti politique sur e-Devlet** sans que cela ne nécessite l'envoi d'une requête au conseil électoral du district ou de la province ou au Haut conseil électoral (en turc : *Yüksek Seçim Kurulu*) comme c'était le cas auparavant<sup>114</sup>.

Depuis 2020, il est également possible **d'annuler l'adhésion à une association** directement sur e-Devlet<sup>115</sup>.

### 1.3. Authentification externe d'un document généré en ligne

Les documents relatifs à l'état civil générés en ligne sont authentifiés par un code barre et un QR code<sup>116</sup>. Depuis 2014, une application disponible sur Android et IOS permet de vérifier l'authenticité d'un document généré sur e-Devlet<sup>117</sup>. Néanmoins, entre 2014 et 2021, les utilisateurs font état de nombreux problèmes de fonctionnement de l'application et lors de la vérification de documents, notamment des messages d'erreur comme : « ce numéro de QR code n'existe pas » ; « aucun document ne correspond à ce numéro de code barre » ; « ce document n'a pas pu être vérifié par l'institution compétente » ; « ceci n'est pas un document e-Devlet »<sup>118</sup>.

Les documents générés sur UYAP peuvent être authentifiés uniquement par les personnes disposant d'un accès UYAP en saisissant le code du document<sup>119</sup>.

## 2. Risques pour la protection des données personnelles

Le système e-Devlet fait l'objet de plusieurs critiques concernant la sécurité des données personnelles.

### 2.1. Conservation des données de connexion

Selon le média *Blogarti* en 2017, l'historique des connexions est conservé sur le portail e-Devlet et contient des informations telles que la date de dernière modification du mot de passe, la dernière tentative échouée de connexion, la date de connexion, les applications visitées, l'**adresse IP**<sup>120</sup>.

### 2.2. Accès à des informations en cascade

En 2009 le journal *Milliyet* attire l'attention sur les risques du portail e-Devlet à partir duquel il est possible, pour les administrations connectées, d'accéder en cascade à des centaines d'informations personnelles et confidentielles sur une personne à partir de son seul numéro d'identification national<sup>121</sup>.

Au moyen d'e-Devlet, selon le journal *Milliyet* en 2009, une administration peut en effet accéder aux nom, prénom et date de naissance d'un individu, des données qui une fois entrées sur le site d'une autre administration permettent d'obtenir en chaîne son adresse de résidence, qui elle-même peut permettre d'accéder à son état civil, son numéro de téléphone, son numéro de sécurité sociale, de savoir à quelle caisse la personne est affiliée, depuis quand elle exerce une activité, si elle est retraitée ou pas, son salaire, ses augmentations, son ancienneté, depuis quelle banque elle retire sa pension de retraite, ses notes d'exams, ses factures d'électricité, d'eau et de téléphone, le nombre de points obtenus à l'examen d'entrée à l'université, etc.<sup>122</sup>.

### 2.3. Adhésion forcée au parti au pouvoir

Le portail e-Devlet permet de vérifier une adhésion à un parti politique<sup>123</sup>, une possibilité qui revêt une importance particulière alors que, depuis le milieu des années 2000, **la presse turque rapporte de nombreux cas de personnes**, y compris des opposants, des syndicalistes et des fonctionnaires

<sup>113</sup> Cumhuriyet, 17/01/2021, [url](#)

<sup>114</sup> Haber Türk, 21/03/2019, [url](#) ; Turquie, Türkiye.gov.tr, « Yargıtay Başkanlığı. Siyasi Parti Üyeliği İptal Başvurusu », s.d., [url](#)

<sup>115</sup> Turquie, Türkiye.gov.tr, « İçişleri Bakanlığı. Dernek Üyeliği Sorgulama ve Sonlandırma », s.d., [url](#) ; Turquie, Sivil Toplumla İlişkiler Genel Müdürlüğü, 22/06/2020, [url](#)

<sup>116</sup> Turquie, Nüfus Vatandaşlık İşleri Genel Müdürlüğü, « Nüfus Kayıt Örneği Belgesi Sorgulama. Kullanım Kılavuzu », s.d., [url](#)

<sup>117</sup> Apple Store, « e-Devlet Belge Doğrulama », s.d., [url](#) ; Google play store, « e-Devlet Barkodlu Belge Doğrulama », s.d., [url](#)

<sup>118</sup> Apple Store, « e-Devlet Belge Doğrulama. Ratings and Reviews », s.d., [url](#) ; Google play store, « e-Devlet Barkodlu Belge Doğrulama. Kullanıcı yorumları », s.d., [url](#)

<sup>119</sup> Adalet.gen.tr, 18/10/2020, [url](#) ; Turquie, UYAP Bilişim Sistemi, s.d., [url](#)

<sup>120</sup> Blogarti, 02/10/2017, [url](#)

<sup>121</sup> Milliyet, 19/01/2009, [url](#)

<sup>122</sup> Milliyet, 19/01/2009, [url](#)

<sup>123</sup> Turquie, Türkiye.gov.tr, « Yargıtay Başkanlığı. Siyasi Parti Üyeliği Belgesi Sorgulama », s.d., [url](#)

**enregistrées à leur insu comme membres du Parti de la justice et du développement (AKP<sup>124</sup>), le parti islamo-conservateur au pouvoir depuis 2002.**

En 2012, 217 membres du CHP à Rize et 255 membres du CHP à Ankara découvrent qu'ils ont été enregistrés comme membres de l'AKP à leur insu<sup>125</sup>. A Batman (région kurde), plusieurs personnes dont Abdurrahman Gök, rédacteur à l'agence de presse pro-kurde DIHA (en turc : *Dicle Haber Ajansı*), visé par 15 procès et condamné pour « propagande terroriste » du fait de ses activités de journaliste, découvrent avoir été enregistrées à leur insu comme membres de l'AKP<sup>126</sup>. En 2013, un article du média gouvernemental *TRT Haber* incite les citoyens à vérifier s'ils ont été inscrits à un parti politique à leur insu dans le cadre de la campagne électorale<sup>127</sup>.

En 2014, Ruhi Kara, ancien dirigeant d'une organisation de gauche (Halkevi) à Gaziosmanpaşa (Istanbul), porte plainte suite à la découverte de son adhésion à l'AKP à son insu<sup>128</sup>. En 2015, un étudiant d'Izmir, membre de la branche jeunesse d'une organisation communiste, découvre, via la rubrique « consultation de l'adhésion à un parti politique » de la cour de Cassation sur e-Devlet, qu'il est enregistré à son insu comme membre de l'AKP<sup>129</sup>. En 2020, de nombreux habitants d'Izmir découvrent une adhésion à l'AKP à leur insu, les mêmes pratiques avaient été observées en 2012 après que l'AKP se soit fixé des objectifs en matière d'adhésion<sup>130</sup>. La même année, un habitant de Silivri (Istanbul), découvre en consultant e-Devlet qu'il apparaît comme adhérent de l'AKP. Il avait déjà été inscrit à son insu comme adhérent de l'AKP en 2014 et avait dû faire une requête pour annuler cette adhésion non sollicitée<sup>131</sup>.

En janvier 2021, selon le journal *Cumhuriyet*, Mustafa Adıgüzel, député du CHP de la circonscription d'Ordu, adresse une question parlementaire au ministre de l'Intérieur Süleyman Soylu, concernant les adhésions frauduleuses à l'AKP, dans laquelle il relate que deux représentants syndicaux du syndicat d'enseignants *Eğitim-Sen* de la province d'Ordu ont appris qu'ils étaient membres de l'AKP, un parti auquel ils n'ont jamais adhéré. Le député explique que des centaines d'adhésions frauduleuses de ce type ont eu lieu, que cette pratique se poursuit depuis plusieurs années, qu'elle constitue une infraction et un scandale juridique et que la seule réponse de l'Etat se limite à la création d'un lien sur e-Devlet pour annuler l'adhésion à un parti politique (voir 1.2.6.). Il demande quel est le nombre de plaintes enregistrées à ce propos et le type de traitement dont elles font l'objet par la justice<sup>132</sup>. Le même mois, la journaliste et écrivaine Fergün Atalay découvre qu'elle est enregistrée comme membre de l'AKP depuis l'année 2010, et annonce porter plainte<sup>133</sup>.

En juillet 2021, la presse relate des faits similaires concernant un homme enregistré comme membre de l'AKP dans un district où il n'a jamais résidé<sup>134</sup>.

En septembre 2021, selon le journal pro-kurde *Yeni Yaşam Gazetesi*, dans le district de Cizre (province de Şırnak), des dirigeants du HDP découvrent qu'ils ont été enregistrés à leur insu comme membres de l'AKP et déclarent que cela concerne des dizaines de personnes dans le district, dont des personnes qui voulaient adhérer au HDP et qui découvrent qu'elles sont enregistrées comme membres de l'AKP<sup>135</sup>. Le même mois, Mahmut Tanal, député du CHP pour Istanbul, déclare qu'il a reçu des plaintes d'habitants de Şanlıurfa qui ont été enregistrés comme membres de l'AKP sans leur consentement, que cela concerne également des fonctionnaires qui ont interdiction d'adhérer à un parti politique, et qu'il y a une compétition entre sections locales et provinciales de l'AKP concernant leur nombre d'adhérents. Il invite la population à vérifier régulièrement la rubrique de consultation de l'adhésion à un parti politique sur e-Devlet<sup>136</sup>.

En octobre 2021, selon le journal *Gazete Duvar*, une étudiante nommée Emine Akbaba, vivant dans le district de Buca à Izmir et qui avait été exclue temporairement par son université puis exclue de son logement universitaire, arrêtée et incarcérée durant trois mois pour « insulte à Erdoğan », apprend par

<sup>124</sup> En turc : *Adalet ve Kalkınma Partisi*

<sup>125</sup> Radikal, 16/11/2012, [url](#) ; Hürriyet, 20/11/2012, [url](#)

<sup>126</sup> Hürriyet, 27/11/2012, [url](#)

<sup>127</sup> TRT Haber, 10/12/2013, [url](#)

<sup>128</sup> CNN Türk, 29/01/2014, [url](#)

<sup>129</sup> SOL, 03/04/2015, [url](#)

<sup>130</sup> Birgün, 07/09/2020, [url](#) ; Yeniçağ Gazetesi, 07/09/2020, [url](#)

<sup>131</sup> SOL, 24/09/2020, [url](#)

<sup>132</sup> Cumhuriyet, 17/01/2021, [url](#) ; Sözcü, 17/01/2021, [url](#)

<sup>133</sup> T24, 16/01/2021, [url](#) ; ABC Gazetesi, 17/01/2021, [url](#)

<sup>134</sup> Duvar, 13/07/2021, [url](#)

<sup>135</sup> Yeni Yaşam Gazetesi, 18/08/2021, [url](#)

<sup>136</sup> Sözcü, 05/09/2021, [url](#)

un SMS puis en consultant son compte e-Devlet, qu'elle a été enregistrée à son insu comme membre de l'AKP. L'étudiante déclare que lorsqu'elle a appelé la section locale du parti, il lui a été répondu qu'il y avait eu une erreur sur le numéro national d'identité et qu'elle pouvait annuler cette adhésion sur e-Devlet. Elle déclare que ses informations personnelles ont pu être transmises par la sous-préfecture à la suite d'une aide qui lui a été allouée durant la pandémie de Covid 19, et qu'elle va porter plainte<sup>137</sup>.

Les sources publiques indiquent de nombreux cas de fonctionnaires ayant été enregistrés comme membres de l'AKP à leur insu. Selon l'article 7 de la loi sur la fonction publique et l'article 11 de la loi sur les partis politiques, **les fonctionnaires de l'Etat ont interdiction d'adhérer à un parti politique et même d'agir en faveur d'un parti, d'une personne ou d'un groupe politique sous peine de révocation**<sup>138</sup>.

En 2014, 300 fonctionnaires en poste à Erzurum intentent une action en justice après avoir été inscrits à leur insu comme membres de différents partis dont l'AKP<sup>139</sup>. En 2018, le journal *Birgün* évoque le cas d'une fonctionnaire licenciée par décret-loi en 2017 et qui découvre en consultant son compte e-Devlet qu'elle était membre de l'AKP depuis 2009. Ayant porté plainte contre ce fait elle s'est vu signifier par le parquet que le délai de prescription était dépassé<sup>140</sup>. En 2020, un fonctionnaire hospitalier à Izmir découvre de la même manière qu'il a été inscrit comme membre de l'AKP à son insu<sup>141</sup>. En janvier 2021, la Confédération des syndicats des travailleurs du secteur public (KESK<sup>142</sup>) annonce que de nombreux membres du syndicat signalent des adhésions non sollicitées à l'AKP<sup>143</sup>. Selon le média *Bianet*, de nombreux enseignants du Syndicat des travailleurs de l'éducation et des sciences (en turc : *Eğitim-Sen*) d'Istanbul, Ordu, Izmir, Malatya et de plusieurs autres provinces ont découvert qu'ils étaient membres du parti au pouvoir à leur insu. Ces adhésions frauduleuses ont été effectuées lors des périodes électorales et les enseignants ont portés plainte<sup>144</sup>.

## 2.4. Fuite de données

Selon un rapport de l'ONG américaine Freedom House, en mars 2016, les adresses, les numéros d'identité et d'autres informations personnelles de près de 50 millions de citoyens turcs ont été téléchargés sur un site Web intitulé « Base de données sur la citoyenneté turque » dans le cadre d'une fuite massive de données, qui selon le ministre des Transports et des communications, Binali Yildirim, remonterait au moins à 2010<sup>145</sup>. Selon un expert, les données ont été extraites vers 2009 de la base de données centrale officielle du gouvernement sur la gouvernance des populations (MERNIS), puis vendues illégalement à des sociétés de saisie d'actifs<sup>146</sup>. En 2016, selon le journal *Sözcü*, la fuite provient des fichiers d'électeurs du Haut Conseil électoral<sup>147</sup>, tandis qu'en 2021 le journal *Yurt Gazetesi*, affirme qu'elle émane d'une base de données de la Direction de la police nationale, qui n'a jamais démenti cette allégation<sup>148</sup>.

Le 24 mars 2016, une loi sur la protection des données personnelles a été votée par l'Assemblée nationale et est entrée en vigueur le 7 avril 2016<sup>149</sup>. Un Conseil de protection des données personnelles (KVKK<sup>150</sup>), prévu par la loi, a été créé en janvier 2017<sup>151</sup>.

Selon plusieurs sources de presse, des tests effectués en 2018 par la société de cyber sécurité Netsparker<sup>152</sup> sur le portail e-Devlet révèlent des failles qui mettent en danger les données personnelles de 81 millions de personnes conservées sur le portail. Seuls 18 des 94 sites avec l'extension « gov.tr » seraient sécurisés et 642 problèmes de sécurité d'intensité moyenne à critique ont été repérés<sup>153</sup>.

<sup>137</sup> Gazete Duvar, 05/10/2021, [url](#)

<sup>138</sup> Mevzuat, « Devlet Memurları Kanunu », 14/07/1965, [url](#) ; Mevzuat, « Siyasi Partiler Kanunu », 22/04/1983, [url](#)

<sup>139</sup> Haberler, 13/03/2014, [url](#)

<sup>140</sup> Birgun, « Kişisel veriler », 17/04/2018, [url](#)

<sup>141</sup> SOL, 28/08/2020, [url](#)

<sup>142</sup> En turc : *Kamu Emekçileri Sendikaları Konfederasyonu*

<sup>143</sup> KESK, 18/01/2021, [url](#)

<sup>144</sup> Bianet, 21/01/2021, [url](#)

<sup>145</sup> Yurt Gazetesi, 28/08/2021, [url](#)

<sup>146</sup> Freedom House, 14/11/2016, [url](#)

<sup>147</sup> Sözcü, 06/04/2016, [url](#)

<sup>148</sup> Yurt Gazetesi, 28/08/2021, [url](#)

<sup>149</sup> Mevzuat, « Kişisel Verilerin Korunması Kanunu », 24/03/2016, [url](#)

<sup>150</sup> En turc : *Kişisel Verileri Koruma Kurumu*

<sup>151</sup> Anadolu Ajansı, 06/04/2021, [url](#)

<sup>152</sup> Société de cyber sécurité qui offre des services de cyber sécurité à des institutions comme la NASA, l'OTAN, ou les Nations Unies, et à de nombreuses grandes entreprises multinationales, Netsparker, « Netsparker Customers », s.d., [url](#)

<sup>153</sup> Evrensel, 27/03/2018, [url](#) ; Sputnik, 26/03/2018, [url](#) ; Diken, 26/03/2018, [url](#) ; Karar, 25/03/2018, [url](#)

Selon le journal *Yurt Gazetesi*, 27 violations de données affectant plus de 100 000 personnes ont été signalées au KVKK en 2020<sup>154</sup>.

---

<sup>154</sup> Yurt Gazetesi, 28/08/2021, [url](#)

## Bibliographie

Sites web consultés entre le 11 et le 27 octobre 2021.

### Documents DIDR

DIDR, « Turquie : Le service militaire après la réforme de 2019 », Ofpra, 17/04/2020,  
[https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/2004\\_tur\\_le\\_service\\_militaire\\_apres\\_la\\_reforme\\_de\\_2019.pdf](https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/2004_tur_le_service_militaire_apres_la_reforme_de_2019.pdf)

### Textes juridiques

Mevzuat, « Kişisel Verilerin Korunması Kanunu » [Loi sur la protection des données personnelles], 24/03/2016,  
<https://www.mevzuat.gov.tr/MevzuatMetin/1.5.6698.pdf>

Mevzuat, « 6356 Sayılı Sendikalar ve Toplu İş Sözleşmesi Kanunu » [Loi n° 6356 sur les syndicats et les conventions collectives], 18/10/2012,  
<https://www.mevzuat.gov.tr/MevzuatMetin/1.5.6356.pdf>

Mevzuat, « Türk Medeni Kanunu » [Code civil turc], 22/11/2001,  
<https://www.mevzuat.gov.tr/MevzuatMetin/1.5.4721.pdf>

Mevzuat, « Kamu Görevlileri Sendikaları ve Toplu Sözleşme Kanunu » [Loi sur les syndicats de fonctionnaires et les conventions collectives], 25/06/2001,  
<https://www.mevzuat.gov.tr/MevzuatMetin/1.5.4688.pdf>

Mevzuat, « Siyasi Partiler Kanunu » [Loi sur les partis politiques], 22/04/1983,  
<https://www.mevzuat.gov.tr/anasayfa/MevzuatFihristDetayIframe?MevzuatTur=1&MevzuatNo=2820&MevzuatTertip=5>

Mevzuat, « Devlet Memurları Kanunu » [Loi sur les fonctionnaires], 14/07/1965,  
<https://www.mevzuat.gov.tr/MevzuatMetin/1.5.657.pdf>

### Organisations intergouvernementales

Council of Europe, « Needs Assessment Report on the Individual Application to the Constitutional Court of Turkey », juillet 2017,  
<https://rm.coe.int/16806f2348>

### Institutions nationales

Türkiye İstatistik Kurumu (TÜİK), « Hanehalkı Bilişim Teknolojileri (BT) Kullanım Araştırması, 2021 », 26/08/2021,  
[https://data.tuik.gov.tr/Bulten/Index?p=Survey-on-Information-and-Communication-Technology-\(ICT\)-Usage-in-Households-and-by-Individuals-2021-37437](https://data.tuik.gov.tr/Bulten/Index?p=Survey-on-Information-and-Communication-Technology-(ICT)-Usage-in-Households-and-by-Individuals-2021-37437)

Turquie, T.C. Cumhurbaşkanlığı Dijital Dönüşüm Ofisi, « 55 Milyon e-Devlet Kapısı'nda », 11/06/2021,  
<https://cbddo.gov.tr/duyurular/6083/55-milyon-e-devlet-kapisi-nda>

Netherlands Ministry of Foreign Affairs : « General Country of Origin Information Report Turkey », 03/2021,  
<https://www.ecoi.net/en/file/local/2053326/vertaling-aab-turkije.pdf>

Turquie, Sivil Toplumla İlişkiler Genel Müdürlüğü, « e-Devlet Üzerinden Dernek Üyeliği Sorgulama Ve Sonlandırma Hizmeti Kullanıma Açıldı », 22/06/2020,  
<https://www.siviltoplum.gov.tr/duzce/e-devlet-uzerinden-dernek-uyeligi-sorgulama-ve-sonlandirma-hizmeti-kullanima-acildi>

Turquie, « Sivas Cumhuriyet Üniversitesi Uluslararası Öğrenci Ofisi », « Kimlik Numarası », s.d.,  
<http://iso.cumhuriyet.edu.tr/47-kimlik-numarasi>

Canada, Immigration and Refugee Board of Canada, « Turkey: The National Judiciary Informatics System (Ulusal Yargı Ağı Bilişim Sistemi, UYAP), including components, access by citizens and lawyers; arrest warrants and court decisions, including access to such documents on UYAP, who has the authority to issue such documents, and appearance of the documents (2016-November 2018) », 10/12/2018,  
<https://www.ecoi.net/en/document/1455473.html>

Canada, Immigration and Refugee Board of Canada, « Turquie : information sur la Nufus Huiyet Cuzdani [Türkiye Cumhuriyeti Nufus Cuzdani] et tout autre document utilisé à des fins d'identification en Turquie (2012-mai 2015) », 12/06/2015,  
<https://www.refworld.org/docid/5592af474.html>

Turquie, İzmir Emniyet Müdürlüğü, « Yabancılara Mahsus İşlemler », s.d.,  
<https://www.izmir.pol.tr/yabancilara-mahsus-islemler>

Turquie, Türkiye.gov.tr, « Askerlik Durum Belgesi Sorgulama », s.d.,  
<https://www.turkiye.gov.tr/askerlik-durum-belgesi-sorgulama>

Turquie, Türkiye.gov.tr, « e-Devlet Kapısı », s.d., <https://giris.turkiye.gov.tr/Giris/>

Turquie, T.C. Kültür ve turizm bakanlığı, Yurtdışı Türkler ve Akraba Topluluklar Başkanlığı, « e-Devlet », s.d., <https://www.ytb.gov.tr/soru-cevap/e-devlet>

Turquie, T.C. İçişleri Bakanlığı - Nüfus ve Vatandaşlık İşleri Genel Müdürlüğü, « Mavi Kart », s.d.,  
<https://www.nvi.gov.tr/mavi-kart>

Turquie, Türkiye.gov.tr, « e-Devlet Şifresi », s.d., <https://giris.turkiye.gov.tr/Giris/gir#>

Turquie, Türkiye.gov.tr, « Nüfus ve Vatandaşlık İşleri Genel Müdürlüğü », s.d.,  
<https://www.turkiye.gov.tr/nufus-ve-vatandaslik-isleri-genel-mudurlugu>

Turquie, Türkiye.gov.tr, « Adalet hizmetleri », s.d., <https://www.turkiye.gov.tr/adalet-hizmetleri>

Turquie, Türkiye.gov.tr, « Çalışma ve Sosyal Güvenlik Bakanlığı. İşçi Sendikaları Üyelik İşlemleri », s.d.,  
<https://www.turkiye.gov.tr/csgb-isci-sendikalar-uyelik-islemleri>

Turquie, Türkiye.gov.tr, « Çalışma ve Sosyal Güvenlik Bakanlığı. İşçi Sendikaları Üyelik Doğrulama », s.d.,  
<https://www.turkiye.gov.tr/csgb-isci-sendikalar-uyelik-dogrulama>

Turquie, Türkiye.gov.tr, « Eğitim », s.d., <https://www.turkiye.gov.tr/egitim-hizmetleri>

Turquie, Türkiye.gov.tr, « İçişleri Bakanlığı. Dernek Üyeliği Sorgulama ve Sonlandırma », s.d.,  
<https://www.turkiye.gov.tr/icisleri-dernek-uyeligi-sorgulama-ve-sonlandirma>

Turquie, Türkiye.gov.tr, « Yargıtay Başkanlığı. Siyasi Parti Üyeliği Belgesi Sorgulama », s.d.,  
<https://www.turkiye.gov.tr/yargitay-siyasi-parti-uyeligi-sorgula>

Turquie, Türkiye.gov.tr, « Yargıtay Başkanlığı. Siyasi Parti Üyeliği İptal Başvurusu », s.d.,  
<https://www.turkiye.gov.tr/yargitay-siyasi-parti-uyeligi-iptal-basvurusu>

Turquie, Türkiye.gov.tr, « Resmî Kurumların Sunduğu e-Hizmetler », s.d.,  
<https://www.turkiye.gov.tr/hizmetler>

Turquie, Türkiye.gov.tr, « Sağlık », s.d., <https://www.turkiye.gov.tr/saglik-hizmetleri>

Turquie, Türkiye.gov.tr, « Aile ve Sosyal Hizmetler Bakanlığı », s.d.,  
<https://www.turkiye.gov.tr/aile-ve-sosyal-hizmetler-bakanligi>

Turquie, Türkiye.gov.tr, « Sosyal Güvenlik ve Sigorta », s.d.,  
<https://www.turkiye.gov.tr/sosyal-guvenlik-ve-sigorta-hizmetleri>

Turquie, Türkiye.gov.tr, « Belediyeler », s.d., <https://www.turkiye.gov.tr/belediyeler>

Turquie, Türkiye.gov.tr, « Üniversiteler », s.d., <https://www.turkiye.gov.tr/universite-hizmet-listesi?all>

Turquie, UYAP Bilişim Sistemi « Vatandaş Portal », s.d.,  
<https://vatandas.uyap.gov.tr/main/vatandas.jsp>

Turquie, UYAP Bilişim Sistemi, s.d.,  
<https://vatandas.uyap.gov.tr/main/vatandas/index.jsp?v=3780>

Turquie, UYAP SMS Bilgi Sistemi, s.d., <https://sms.uyap.gov.tr/nedir.html>

Turquie, UYAP SMS Bilgi Sistemi, « Siyasi Parti Üyeliği Sorgulama », s.d.,  
<https://sms.uyap.gov.tr/nedir.html>

Turquie, UYAP SMS Bilgi Sistemi, « Vatandaş UYAP SMS Bilgi Sistemi », s.d.,  
<https://sms.uyap.gov.tr/vatandas.html>

Turquie, UYAP SMS Bilgi Sistemi, « UYAP SMS içerikleri », s.d., <https://sms.uyap.gov.tr/icerikler.html>

Turquie, Türkiye.gov.tr, « e-Government Gateway », s.d., <https://www.turkiye.gov.tr/non-citizens>

Turquie, T.C. İçişleri Bakanlığı - Nüfus ve Vatandaşlık İşleri Genel Müdürlüğü, « Merkezi Nüfus İdaresi Sistemi (MERNİS) », s.d., <https://www.nvi.gov.tr/mernis>

Türkiye İstatistik Kurumu (TÜİK), « Hanehalkı Bilişim Teknolojileri Kullanım Araştırması, 2015 », 18/08/2015,  
[https://data.tuik.gov.tr/Bulten/Index?p=Hanehalki-Bilisim-Teknolojileri-\(BT\)-Kullanim-Arastirmasi-2015-18660](https://data.tuik.gov.tr/Bulten/Index?p=Hanehalki-Bilisim-Teknolojileri-(BT)-Kullanim-Arastirmasi-2015-18660)

Turquie, Türkiye.gov.tr, « Firmalar », s.d., <https://www.turkiye.gov.tr/sirket-hizmet-listesi>

Turquie, PTT, « E-Devlet Kapısı », s.d., <https://www.ptt.gov.tr/Sayfalar/Banka/DigerTicariIslemler.aspx>

## Organisations non gouvernementales

Organisation Suisse d'aide aux réfugiés (OSAR), « Turquie : risques de divulgation d'informations confidentielles relatives à la protection de femmes menacées de crimes d'honneur », 11/05/2021,  
[https://www.osar.ch/fileadmin/user\\_upload/Publikationen/Herkunftslaenderberichte/Europa/Tuerkei/21\\_0511\\_TUR\\_divulgation\\_infos\\_protection\\_femmes\\_web.pdf](https://www.osar.ch/fileadmin/user_upload/Publikationen/Herkunftslaenderberichte/Europa/Tuerkei/21_0511_TUR_divulgation_infos_protection_femmes_web.pdf)

Organisation Suisse d'aide aux réfugiés (OSAR), « Turquie : Accès à l'information dans PoINet/GBTS », 08/04/2021,  
[https://www.osar.ch/fileadmin/user\\_upload/Publikationen/Herkunftslaenderberichte/Europa/Tuerkei/21\\_0408\\_TUR\\_Zugang\\_GBTS\\_FR.pdf](https://www.osar.ch/fileadmin/user_upload/Publikationen/Herkunftslaenderberichte/Europa/Tuerkei/21_0408_TUR_Zugang_GBTS_FR.pdf)

Organisation Suisse d'aide aux réfugiés (OSAR), « Turquie : accès aux dossiers relatifs à la procédure pénale », 01/02/2019,  
[https://www.osar.ch/fileadmin/user\\_upload/Publikationen/Herkunftslaenderberichte/Europa/Tuerkei/19\\_0201-tur-verfahrensrelevante-akten-f.pdf](https://www.osar.ch/fileadmin/user_upload/Publikationen/Herkunftslaenderberichte/Europa/Tuerkei/19_0201-tur-verfahrensrelevante-akten-f.pdf)

Freedom House, « Freedom on the Net 2016 – Turkey », 14/11/2016,  
<https://www.refworld.org/docid/5834006ea.html>

Press In arrest, « Trial », s.d., <http://pressinarrest.com/davalar/>

Press In arrest, « Ali Ünal, court of appeal's judgement », s.d.,  
[https://pressinarrest.s3.amazonaws.com/documents/Ali\\_Unal\\_-\\_Istinaf\\_Karar%C4%B1.pdf](https://pressinarrest.s3.amazonaws.com/documents/Ali_Unal_-_Istinaf_Karar%C4%B1.pdf)

Expression Interrupted!, « Documents », s.d.,  
<https://www.expressioninterrupted.com/document.php>

Expression Interrupted!, « Rawin Sterk Indictment », 24/07/2020,  
<https://www.expressioninterrupted.com/uploader/uploader/rawin-sterk-indictment>

Expression Interrupted!, « Büyükada davası istinaf gerekçeli karar », 26/11/2020,  
<https://www.expressioninterrupted.com/uploader/uploader/buyukada-davasi-istinaf-gerekceli-karar>

Expression Interrupted!, « Özgür Gündem main trial reasoned judgment », 15/02/2020,  
<https://www.expressioninterrupted.com/uploader/uploader/ozgur-gundem-ana-dava-ayrilan-dosya-gerekceli-karar>

### Think tanks, universités et centres de recherches

PINEAU Cléa, « Répression participative et contrôle social de la dissidence sous l'AKP en Turquie », *Pôle Sud*, 2020/2 (n° 53), p. 53-68,  
<https://www.cairn.info/revue-pole-sud-2020-2-page-53.htm>

ALKAN Ömer, ÜNVER Şeyda, « Türkiye'de E-Devlet Hizmetlerinin Kullanımını Etkileyen Faktörlerin Analizi », *Atatürk Üniversitesi İktisadi ve İdari Bilimler Dergisi*, 34 (4), 2020, p. 1431-1453,  
<https://dergipark.org.tr/en/download/article-file/1167534>

FOUCHER Adrian, LE CHENE Elen, « Contourner pour exister : les Syriens et les acteurs humanitaires face à la bureaucratie turque », *Migrations Société*, 2019/3 (N° 177), p. 53-67,  
<https://www.cairn.info/revue-migrations-societe-2019-3-page-53.htm>

DEMİR Oğuz, « E-devlet kullanımına etki eden faktörler ve vatandaşların e-Devlet algısı », *Uluslararası Politik Araştırmalar Dergisi* 4/1, April 2018, p. 1-25,  
<https://dergipark.org.tr/en/download/article-file/600740>

BOZKURT Aras, « Türkiye'de e-devlet uygulamaları », In: *Bilgi Toplumu ve E-Devlet*. Anadolu Üniversitesi, 2017, p. 90-111,  
<http://eprints.rclis.org/41942/1/T%C3%BCrkiye%E2%80%99de%20e-devlet%20uygulamalar%C4%B1.pdf>

AKCAKAYA Murat, « E-Devlet anlayışı ve türk kamu yönetiminde edevlet uygulamaları », *Yüzüncü Yıl Üniversitesi İktisadi ve İdari Bilimler Fakültesi Dergisi* / 3 (May 2017): 8-31,  
<https://dergipark.org.tr/en/download/article-file/421877>

### Médias

Gazete Duvar, « Telefonuna gelen SMS'le 'AK Parti üyesi' olduğunu öğrendi: Kimlik numaraları 'karışmış' », 05/10/2021,  
<https://www.gazeteduvar.com.tr/telefonuna-gelen-smsle-ak-parti-uyesi-oldugunu-ogrendi-kimlik-numaralari-karismis-haber-1537402>

Vergialgi.net, « e-Devlet Hizmetlerinde Kayıtlı Kullanıcı Sayısı 56 Milyonu Aştı », 16/09/2021,  
<https://vergiagi.net/e-devlet-hizmetlerinde-kayitli-kullanici-sayisi-56-milyonu-asti>

Kamu Ajans, « Memurların Sendikalara Üyelik-İstifa İşlemleri e-Devlet Üzerinden Olmalıdır », 10/09/2021,

<https://www.kamuajans.com/memurlarin-sendikalara-uyelik-istifa-islemleri-e-devlet-uzerinden-olmalidir>

Sözcü, « CHP'li Tanal'dan dikkat çeken iddia: Vatandaşlar haberleri olmadan AKP üyesi yapılıyor », 05/09/2021,

<https://www.sozcu.com.tr/2021/gundem/chpli-tanaldan-dikkat-cekken-iddia-vatandaslar-haberleri-olmadan-akp-uyesi-yapiliyor-6632928/>

Yurt Gazetesi, « Kişisel verilerin paylaşılması hapis cezası getirir », 28/08/2021,

<https://www.yurtgazetesi.com.tr/genel/kisisel-verilerin-paylasilmasi-hapis-cezasi-getirir-h188026.html>

Yeni Yaşam Gazetesi, « HDP yöneticisi AKP'ye üye yapıldı », 18/08/2021,

<http://yeniyasamgazetesi2.com/hdp-yoneticisi-akpye-uye-yapildi/>

Haberler, « 8 dilde tercüme edilen sabıka kaydına e-Devlet'ten 850 bin erişim sağlandı », 22/07/2021,

<https://www.haberler.com/8-dilde-tercume-edilen-sabika-kaydina-e-devlet-ten-14282380-haberi/>

Duvar, « Meraktan kontrol etti, AK Partili olduğunu öğrendi », 13/07/2021,

<https://www.gazeteduvar.com.tr/meraktan-kontrol-etti-ak-partili-oldugunu-ogrendi-haber-1528421>

Sözcü, « E-Devlet kapısını çok sevdik », 21/06/2021,

<https://www.sozcu.com.tr/2021/gundem/e-devlet-kapisini-cok-sevdik-6506370/>

Güncel Özet, « Türkiye'nin İnternet Kullanım İstatistikleri Yayınlandı », 11/04/2021,

<https://www.guncelozet.com/turkiyenin-internet-kullanim-istatistikleri-yayinlandi/>

Anadolu Ajansı, « 65 yaş üstü vatandaşlara yönelik 'adrese teslim e-Devlet şifresi' hizmeti Türkiye genelinde başvuruya açıldı », 10/04/2021,

<https://www.aa.com.tr/tr/turkiye/65-yas-ustu-vatandaslara-yonelik-adrese-teslim-e-devlet-sifresi-hizmeti-turkiye-genelinde-basvuruya-acildi/2204113>

Anadolu Ajansı, « Kişisel Verileri Koruma Kurumu Başkanı Bilir veri gizliliğinin önemini anlattı », 06/04/2021,

<https://www.aa.com.tr/tr/roportaj/kisisel-verileri-koruma-kurumu-baskani-bilir-veri-gizliliğinin-onemini-anlattı/2199606>

Cumhuriyet, « İşçiler: 'İşveren e-Devlet şifresini alarak sendikadan istifa ettiriyor' », 25/03/2021,

<https://www.cumhuriyet.com.tr/haber/isciler-isveren-e-devlet-sifresini-alarak-sendikadan-istifa-ettiriyor-1823125>

Birey.net, « En Yakın Askerlik Şubesine Müracaat Etmeniz Gerekir Ne Demek? », 18/03/2021,

<https://www.birey.net/en-yakin-askerlik-subesine-muracaat-etmeniz-gerekir/>

Hürriyet, « Yoklama işlemi nedir? Yüzlerce kişiye 'Yoklama kaçağı olarak aranmaktasınız' mesajı gitti », 01/02/2021,

<https://www.hurriyet.com.tr/gundem/yoklama-islemi-nedir-yuzlerce-kisiye-yoklama-kacagi-olarak-aranmaktasiniz-mesaji-gitti-41729879>

Bianet, « 'We are registered as AKP members in cities we have never been' », 21/01/2021,

<https://bianet.org/english/politics/237950-we-are-registered-as-akp-members-in-cities-we-have-never-been>

Sözcü, « Önünden bile geçemedikleri AKP'ye üye olduklarını öğrendiler! Sahte üyelik Soylu'ya soruldu », 17/01/2021,

<https://www.sozcu.com.tr/2021/gundem/onunden-bile-gecemedikleri-akpye-uye-olduklarini-ogrendiler-sahte-uyelik-soyluya-soruldu-6215344/>

ABC Gazetesi, « Dikkat: E-Devlet'e bakın AKP üyesi çıkabilirsiniz », 17/01/2021,

<https://abcgazetesi.com/dikkat-e-devlete-bakin-akp-uyesi-cikabilirsiniz-375627>

T24, « Gazeteci Fergün Atalay: 2010'dan beri AK Parti üyesiymişim, bilgim dışında yapılmış », 16/01/2021,  
<https://t24.com.tr/haber/gazeteci-fergun-atalay-2010-dan-beri-ak-parti-uyesiymisim-bilgim-disinda-yapilmis.926989>

Cumhuriyet, « Sahte üyelik skandalında son durum: Ordu Eğitim-Sen Başkanı ve bir ilçe Eğitim-Sen temsilcisi de AKP üyesi yapılmış! », 17/01/2021,  
<https://www.cumhuriyet.com.tr/haber/sahte-uyelik-skandalinda-son-durum-ordu-egitim-sen-baskani-ve-bir-ilce-egitim-sen-temsilcisi-de-akp-uyesi-yapilmis-1806752>

Adalet.gen.tr, « UYAP Belge Doğrulama », 18/10/2020,  
<https://www.adalet.gen.tr/uyap-belge-dogrulama.html>

SOL, « İkinci kez oldu: Kendisinden habersiz AKP'ye üye yapıldı », 24/09/2020,  
<https://haber.sol.org.tr/haber/ikinci-kez-oldu-kendisinden-habersiz-akpye-uye-yapildi-15355>

Yeniçağ Gazetesi, « Dikkat sizin de başınıza gelebilir: Sahte üyelik skandalı! Vatandaş böyle anlattı: 'Sabah uyandığımdaya...' », 07/09/2020,  
<https://www.yenicaggazetesi.com.tr/dikkat-sizin-de-basiniza-gelebilir-sahte-uyelik-skandali-299800h.htm>

Birgün, « Yurttaşlar AKP'ye habersiz üye yapıldı », 07/09/2020,  
<https://www.birgun.net/haber/yurttaslar-akp-ye-habersiz-uye-yapildi-314687>

SOL, « Devlet memuru AKP'ye üye yapıldığını telefonuna gelen mesajla öğrendi », 28/08/2020,  
<https://haber.sol.org.tr/haber/devlet-memuru-akpye-uye-yapildigini-telefonuna-gelen-mesajla-ogrendi-13190>

Yeni Akıt, « UYAP Vatandaş Portalı », 22/08/2020,  
<https://www.yeniakit.com.tr/haber/uyap-vatandas-portali-1366816.html>

Milliyet, « E-devlette en çok bu hizmetler kullanılıyor », 17/01/2020,  
<https://www.milliyet.com.tr/teknoloji/teknoloji-haberleri/e-devlette-en-cok-bu-hizmetler-kullaniliyor-6124884>

Adalet.gen.tr, « Dava dosyamı internetten nasıl incelerim? », 02/01/2020,  
<https://www.adalet.gen.tr/dava-dosyami-internetten-nasil-incelerim.html>

Bianet, « VIP Giyim'de Sendikalı İşçilere Yönelik Baskılar Protesto Edildi », 14/09/2019,  
<https://m.bianet.org/bianet/emek/213048-vip-giyim-de-sendikali-iscilere-yonelik-baskilar-protesto-edildi>

Haber Türk, « e-Devlet'ten siyasi parti üyeliği iptali nasıl yapılır? e-Devlet siyasi parti üyeliği sorgulama », 21/03/2019,  
<https://www.haberturk.com/e-devlet-uzerinden-siyasi-parti-uyeligi-iptali-nasil-yapilir-e-devlet-siyasi-parti-uyeligi-sorgulama-hts-2409775-ekonomi>

Evrensel, « Verilerle Türkiye'de sendikalaşma ve işçi hareketi », 112/03/2019,  
<https://www.evrensel.net/haber/375432/verilerle-turkiyede-sendikalasma-ve-isci-hareketi>

Gazete Duvar, « Askerlikte e-yoklama dönemi! », 01/05/2018,  
<https://www.gazeteduvar.com.tr/gundem/2018/05/01/askerlikte-e-yoklama-donemi>

Birgün, « Kişisel veriler », 17/04/2018,  
<https://www.birgun.net/haber/kisisel-veriler-212405>

Evrensel, « e-Devlet'te açık: 81 milyon kişinin kişisel verisi tehlikede », 27/03/2018,  
<https://www.evrensel.net/haber/348691/e-devlette-acik-81-milyon-kisinin-kisisel-verisi-tehlikede>

Sputnik, « 81 milyon kişinin kayıtları olan e-Devlet, güvenlik testinden geçemedi », 26/03/2018,  
<https://tr.sputniknews.com/20180326/e-devlet-netsparker-guvenlik-testi-1032779501.html>

Diken, « Uzmanlar inceledi: e-Devlet'te açık var, 81 milyon yurttaşın kişisel verisi tehlikede », 26/03/2018,  
<https://www.diken.com.tr/uzmanlar-inceledi-e-devlette-guvenlik-acigi-var-81-milyon-yurttasin-kisisel-verisi-tehlikede/>

Karar, « Devlet siteleri siber güvenlik testinden geçemedi », 25/03/2018,  
<https://www.karar.com/devlet-siteleri-siber-guvenlik-testinden-gecemedi-797392>

The Armenian Weekly, « Roots Revealed: How a New Turkish Government Genealogy Database Exposes Citizens' Armenian Ancestries », 23/02/2018,  
<https://armenianweekly.com/2018/02/23/roots-revealed/>

Sözcü, « E-Devlet soyağacı öğrenme: Alt-Üst Soy Bilgisi sorgulamada daha geri tarihlere nasıl gidilir? », 18/02/2018,  
<https://www.sozcu.com.tr/2018/gundem/e-devlet-soyagaci-sorgulama-alt-ust-soy-bilgisi-sorgulamada-daha-geri-tarihlere-gidebilirsiniz-e-devlet-giris-ekrani-2229243/>

Daily Sabah, « Who are you again: Turks go crazy over genealogy service », 17/02/2018,  
<https://www.dailysabah.com/turkey/2018/02/17/who-are-you-again-turks-go-crazy-over-genealogy-service>

Sputnik, « e-Devlet, soyağacı sorgulama hizmetini askıya aldı », 09/02/2018,  
<https://tr.sputniknews.com/20180209/e-devlet-soyagaci-sorgulama-1032171928.html>

Evrensel, « e-Devlet'te soy ağacını sorgulayanların sayısı açıklandı », 08/02/2018,  
<https://www.evrensel.net/haber/345103/e-devlette-soy-agacini-sorgulayanlarin-sayisi-aciklandi>

Blogarti, « e-Devlet 'kullanım geçmişi' görüntüleme », 02/10/2017,  
<https://www.blogarti.com/e-devlet-kullanim-gecmisi-goruntuleme.html>

Journo, « Sendikaların sessiz yükselişi: Üç yılda yüzde 50 », 11/01/2017,  
<https://journos.com.tr/sendikalar-sessiz-yukselis>

Sözcü, « 50 milyon vatandaşın kimlik bilgileri internette! », 06/04/2016,  
<https://www.sozcu.com.tr/2016/gundem/50-milyon-vatandasin-kimlik-bilgileri-internette-1170573/>

Hürriyet, « Askerlik Durum Belgesi Sorgulama », 18/12/2015,  
<https://www.hurriyet.com.tr/gundem/askerlik-durum-belgesi-sorgulama-40028587>

Mynet, « GBT işlemleri ve Sabıka Kaydı sorgulama e-Devlet kapısında », 19/06/2015,  
<https://www.mynet.com/gbt-islemleri-ve-sabika-kaydi-sorgulama-e-devlet-kapisinda-110101886240>

SOL, « O bir komünist... Yargıtay'a göre AKP'li! », 03/04/2015, <https://haber.sol.org.tr/turkiye/o-bir-komunist-yargitaya-gore-akpli-112386>

Önce Vatan Gazetesi, « e-Devlet kullanıcısı 20 milyona yaklaştı », 19/12/2014,  
<https://www.oncevatan.com.tr/yasam/e-devlet-kullanicisi-20-milyona-yaklasti-h60395.html>

Hürriyet, « E-Devlet'ten askerlik yeri öğrenme (Kasım celbi 94/4) », 24/10/2014,  
<https://www.hurriyet.com.tr/gundem/e-devletten-askerlik-yeri-ogrenme-kasim-celbi-94-4-27450747>

Bianet, « Süttaş'tan Atılanlar e-Devlet Şifresi Vermeyenler », 13/05/2014,  
<https://m.bianet.org/bianet/toplum/155625-sutas-tan-atilanlar-e-devlet-sifresi-vermeyenler>

Milliyet, « Asker alımında değişiklik! Şubeye gitmeye gerek yok », 10/04/2014,  
<https://www.milliyet.com.tr/gundem/asker-aliminda-degisiklik-subeye-gitmeye-gerek-yok-1864986>

Haberler, « Siyasi Partilere İzinsiz Üye Yapılan Memurlar Davacı Oldu », 13/03/2014,  
<https://www.haberler.com/siyasi-partilere-izinsiz-uye-yapilan-memurlar-5781263-haberi/>

CNN Türk, « "Haberim olmadan AK Parti'ye üye oldum" », 29/01/2014,  
<https://www.cnnturk.com/haber/turkiye/haberim-olmadan-ak-partiye-uye-oldum>

TRT Haber, « Haberiniz olmadan siyasi partiye üye yapılmış olabilirsiniz », 10/12/2013,  
<https://www.trthaber.com/haber/turkiye/haberiniz-olmadan-siyasi-partiye-uye-yapilmis-olabilirsiniz-111749.html>

Evrensel, « Patrona e-Devlet şifresini vermek işe giriş şartı olmuş », 18/11/2013,  
<https://www.evrensel.net/haber/72243/patrona-e-devlet-sifresini-vermek-ise-giris-sarti-olmus>

Evrensel, « Sendika üyeliğinde e-Devlet dönemi », 09/07/2013,  
<https://www.evrensel.net/haber/61699/sendika-uyeliginde-e-devlet-donemi>

Hürriyet, « Haberi olmadan AK Parti üyesi yapılmış », 27/11/2012,  
<https://www.hurriyet.com.tr/gundem/haberi-olmadan-ak-parti-uyesi-yapilmis-22018244>

Hürriyet, « Başkent'te üye krizi », 20/11/2012,  
<https://www.hurriyet.com.tr/yerel-haberler/ankara/baskent-te-uye-krizi-21964333>

Radikal, « Rize'de 217 CHP'li, AK Parti üyesi çıktı », 16/11/2012  
<http://www.radikal.com.tr/politika/rizede-217-chpli-ak-parti-uyesi-cikti-1108147/>

Gazete Port, « "E-devlet şifremi unutmadım, bloke edildi" », 01/02/2012,  
<https://gazeteport.com/haber/index.php?id=76888>

Hürriyet, « e-Devlet 558 bin üyeye ulaştı şifre unutma bedeli 10'a katlandı », 29/11/2010,  
<https://www.hurriyet.com.tr/e-devlet-558-bin-uyeye-ulasti-sifre-unutma-bedeli-10-a-katlandi-16400969>

NTV, « İşte T.C. kimlik numarası olan belgeler », 17/03/2009,  
<https://www.ntv.com.tr/turkiye/iste-t-c-kimlik-numarasi-olan-belgeler,j7QFFA6KVkeJ7LCHqO6Mig>

Milliyet, « 'e-devlet'in zararları! », 19/01/2009,  
<https://www.milliyet.com.tr/teknoloji/e-devletin-zararlari-1049007>

Turksat, « www.turkiye.gov.tr açıldı! », 18/12/2008,  
<https://web.archive.org/web/20100514130840/http://www.turksat.com.tr/content/view/539/244/>

NTV, « 28 Ekim'de numaralandırılıyor », 24/10/2000,  
<https://web.archive.org/web/20161007220847/http://arsiv.ntv.com.tr/news/39178.asp>

## Autres sources

KESK, « Siyasi Parti Üyeliği Suç Duyurusu Dilekçe Örneği », 18/01/2021,  
<https://kesk.org.tr/2021/01/18/siyasi-parti-uyeligi-suc-duyurusu-dilekce-ornegi/>

Gaziantep Barosu, « Avukatların Dosya İnceleme Talebi », 23/12/2020,  
<https://www.gaziantepbarosu.org.tr/site/o/100303/2020/12/3fee09cea4f345f84f735209d63f0b5e.pdf?1922908>

DİSK-AR, « COVID-19 Salgını Günlerinde Türkiye'de Sendikalaşmanın Durumu Araştırması », 08/04/2020,  
<http://disk.org.tr/wp-content/uploads/2020/04/Covid-19-G%C3%BCnlerinde-Sendikala%C5%9Fma-Ara%C5%9Fta%C4%B1rmas%C4%B1-Nisan-2020.pdf>

R10.net, « Yoklama Kacagi Olarak Aranmaktansiniz MSJ », 10/03/2020,  
<https://www.r10.net/sorum-var/2266642-yoklama-kacagi-olarak-aranmaktansiniz-msj.html>

DH Forum, « Yoklama kaçacağı olarak aranıyormuşum », 10/03/2020,  
<https://forum.donanimhaber.com/yoklama-kacagi-olarak-araniyormusum--142334983>

Memurlar.net, « POMEM askerlik yoklama kaçacağı », 10/03/2020,  
<https://forum.memurlar.net/konu/2412594/>

e-Devlet Türkiye, « e-Devlet Kapısı İstatistikleri ve Değerlendirmeler », 04/03/2020,  
<http://www.egovturkey.com/e-devlet-kapisi-istatistikleri-ve-degerlendirmeler-04032020>

Yesil Kart Forum, « Yabancı Kimlik Numarası (TC uyruklu olmayan kişiler için) », 26/06/2019,  
<https://yesilkartforum.com/forum/topic/2438/yabanc%C4%B1-kimlik-numaras%C4%B1-tc-uyruklu-olmayan-ki%C5%9Filer-i%C3%A7in>

Bir Vicdani Retçinin Günlüğü, « 'Henüz kanun kaçacağı olmadım sanırım' derken... », 16/07/2018,  
<https://birvicdaniretciningunlugu.com/2018/07/16/henuz-kanun-kacagi-olmadim-sanirim-derken/>

Canpolat Hukuk Bürosu, « Adli Sicil (Sabıka) Kaydı ve Adli Sicil Arşiv Kaydı Nedir Nasıl Alınır? », 08/02/2021,  
<https://canpolathukukburosusu.com/adli-sicil-sabika-kaydi-ve-adli-sicil-arsiv-kaydi-nedir-nasil-alinir/>

Baran Doğan Hukuk Bürosu, « Adli Sicil Kaydı Nedir? », s.d.,  
<https://barandogan.av.tr/blog/ceza-hukuku/adli-sicil-kaydinin-silinmesi-dilekce-ornegi.html>

DISK Tekstil, « E-Devlet esareti », 14/02/2014,  
<https://disktekstil.org/e-devlet-esareti-sol-14-02-2014.html>

Halkların Demokratik Partisi (HDP), « HDP'ye Üye Oluyoruz », s.d.,  
<https://hdp.org.tr/tr/banner/hdpye-uye-oluyoruz/39/>

Adalet ve Kalkınma Partisi (AKP), « Üyemiz Olun », s.d.,  
<https://akuyelikistanbul.org/pages/login>

Cumhuriyet Halk Partisi (CHP), « Online üyelik sistemi », s.d.,  
<https://uyelik.chp.org.tr/Default.aspx>

Milliyetçi Hareket Partisi (MHP), « PARTİ ÜYESİ OLMANIN ŞARTLARI », s.d.,  
[https://www.mhp.org.tr/htmldocs/mhp/2655/mhp/PARTI\\_UYESI\\_OLMANIN\\_SARTLARI\\_.html](https://www.mhp.org.tr/htmldocs/mhp/2655/mhp/PARTI_UYESI_OLMANIN_SARTLARI_.html)

İYİ Parti, « Üyelik Başvuru Formu », s.d.,  
<https://bulut.iyiparti.org.tr/basvuru.php>

Tercihini Yap, « AK Parti'ye Nasıl Üye Olunur? Üye Olmak İçin Ne Yapmak Gerekir? », s.d.,  
<https://www.tercihiniyap.net/ak-parti-ye-nasil-uye-olunur-uye-olmak-icin-ne-yapmak-gerekir-h9988.html>

Netsparker, « Netsparker Customers », s.d.,  
<https://www.netsparker.com/web-vulnerability-scanner/customers/>

Google play store, « e-Devlet Kapısı », s.d.,  
<https://play.google.com/store/apps/details?id=tr.gov.turkiye.edevlet.kapisi&hl=fr&gl=US>

Apple Store, « e-Devlet », s.d.,  
<https://apps.apple.com/tr/app/e-devlet/id976505454>

Apple Store, « e-Devlet Belge Doğrulama », s.d.,  
<https://apps.apple.com/tr/app/barkodlu-belge-dogrulama/id912367808>

Apple Store, « e-Devlet Belge Doğrulama. Ratings and Reviews », s.d.,  
<https://apps.apple.com/tr/app/barkodlu-belge-dogrulama/id912367808#see-all/reviews>

Google play store, « e-Devlet Barkodlu Belge Doğrulama », s.d.,  
<https://play.google.com/store/apps/details?id=tr.gov.turkiye.belgedogrulama&hl=tr>

Google play store, « e-Devlet Barkodlu Belge Doğrulama. Kullanıcı yorumları », s.d.,  
<https://play.google.com/store/apps/details?id=tr.gov.turkiye.belgedogrulama&hl=tr&showAllReviews=true>